

*Syndicat Mixte de Gestion de
la Nappe Phréatique de la Crau*

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

N° 20/15

Objet de la délibération : Délibération instituant le temps partiel et fixant les modalités

L'an deux mille quinze
et le 15 Décembre
le Comité Syndical du Syndicat Mixte
de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau
régulièrement convoqué s'est réuni
en nombre prescrit par la loi
sous la présidence de Monsieur Louis MICHEL,

Étaient présents :

➤ Membres à voix délibérative :

Mme Béatrice ALIPHAT, Mme Martine ARFI, M Jean-Michel BOCOgnANO, Mme Corine BOUYA, Mme Agnès BRUNET, Jean-Claude CADIOU, Mme Aline CIANFARANI, Mme Magali DEVEZE, Mme Thérèse-Annie FRANCOIS, Mme Fabienne GRUNINGER, Mme Mireille HENRY, Mme Jacqueline HERVY, M. Daniel HIGLI, M. Patrick LEVEQUE, M. Louis MICHEL, M. Jean-Pierre MUTERO,

➤ Membres à voix consultative :

M. Gérard FERREOL, M. Xavier DUFOUR

➤ Procurations :

Procuration de M. René RAIMONDI à M. Louis MICHEL

Procuration de M. André MANELLI à Mme Mireille HENRY

Membres à voix délibérative en exercice : 31

Membres à voix délibérative présents : 16

Procuration : 2

Membres à voix délibérative (présents +procurations) : 18

Secrétaire de séance : Madame Mireille HENRY

Rapporteur : Monsieur Louis MICHEL

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale et notamment les articles 60 à 60 quater,

Vu le décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la Fonction publique territoriale,

Le Président rappelle à l'assemblée que le temps partiel sur autorisation et le temps partiel de droit constituent des possibilités d'aménagement du temps de travail pour les agents publics.

Le temps partiel sur autorisation s'adresse : aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents non titulaires employés à temps complet et de manière continue depuis plus d'un an. L'autorisation qui ne peut être inférieure à un mi-temps, est accordée sur demande des intéressés, sous réserve des nécessités, de la continuité et du fonctionnement du service et compte tenu des possibilités d'aménagement de l'organisation du travail.

Le temps partiel de droit pour raisons familiales s'adresse : aux fonctionnaires titulaires ou stagiaires et aux agents non titulaires à temps complet ou non complet. Pour l'essentiel identique au temps partiel sur autorisation, sous certaines conditions liées à des situations familiales particulières, le temps partiel de droit est accordé sur demande des intéressés, dès lors que les conditions d'octroi sont remplies.

Dans les deux cas, le travail peut être organisé dans le cadre quotidien, hebdomadaire, mensuel ou annuel. Il appartient donc au Comité syndical, d'ouvrir la possibilité d'exercice du temps partiel dans la collectivité et d'en définir les modalités d'application.

En effet, la réglementation précitée fixe le cadre général dans lequel s'exerce le temps partiel mais ne réglemente pas certaines modalités qui doivent être définies à l'échelon local.

C'est au Président chargé de l'exécution des décisions du Comité syndical d'accorder les autorisations individuelles, en fonction des contraintes liées au fonctionnement des services.

LE COMITE

OUI l'exposé de M. le Président,

APRES en avoir délibéré,

A L'UNANIMITE des membres présents,

INSTITUE le travail à temps partiel pour l'ensemble des agents du SYMCRAU et fixe les modalités d'application suivantes :

- l'autorisation de travail à temps partiel est accordée sous réserve des nécessités du fonctionnement des services, notamment de l'obligation d'en assurer la continuité,
- le temps partiel sur autorisation peut être organisé dans le cadre quotidien, hebdomadaire, mensuel, annuel,
- le temps partiel de droit, pour raisons familiales, peut être organisé dans le cadre quotidien, hebdomadaire, mensuel, annuel,
- les quotités de temps partiel sur autorisation sont fixées, au cas par cas, entre 50 et 90 % (par multiple de 10%)
- la durée des autorisations est fixée entre 6 mois et un an, renouvelable par tacite reconduction pour une durée identique dans la limite de trois ans. A l'issue de ces trois ans, la demande de renouvellement de la décision doit faire l'objet d'une demande et d'une décision expresse,

- les demandes devront être formulées dans un délai de deux mois avant le début de la période souhaitée, ce délai pourra être réduit en cas de nécessité ou force majeure,
- les demandes de modification des conditions d'exercice du temps partiel, en cours de période, pourront intervenir :
 - . A la demande des intéressés dans un délai de deux mois avant la date de modification souhaitée,
 - . A la demande du Président, si les nécessités du service et notamment une obligation impérieuse de continuité le justifie,
- à l'issue d'une période de travail à temps partiel, les agents sont réintégrés de plein droit dans leur emploi à temps plein, ou à défaut dans un autre emploi conforme à leur statut,
- après réintégration à temps plein, une nouvelle autorisation d'exercice à temps partiel ne sera accordée qu'après un délai de un an, sauf en cas de temps partiel de droit,
- pendant les périodes de formation professionnelle incompatibles avec l'exercice des fonctions à temps partiel (formation d'adaptation à l'emploi, formation continue, préparation aux concours), l'autorisation de travail à temps partiel des fonctionnaires titulaires sera suspendue.

AUTORISE le Président à signer les pièces nécessaires,

AINSI fait et délibéré à Istres, les an, mois et jour susdits.

**Le Président du Syndicat Mixte de gestion
de la nappe phréatique de la Crau,**

Louis MICHEL

Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.